

8 mars en France : à grands flonflons : [1ère partie]

Autor(en): [s.n.]

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses**

Band (Jahr): **71 (1983)**

Heft [4]

PDF erstellt am: **22.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-276813>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

8 mars en France : à grands flonflons

Photo Vanina Costa

Faute d'accorder aux femmes un 8 mars férié, le gouvernement Mitterrand a misé cette année sur l'officialité : son ministère des droits de la femme, pour cette première expérience, n'a pas fait les choses à moitié.

L'officialité a ceci de bon qu'elle permet d'utiliser les grands moyens. Dans beaucoup d'autres pays, c'est encore l'affichage sauvage qui sert à annoncer la journée du 8 mars, pour laquelle on obtient, dans le meilleur des cas, une salle en sous-sol d'un centre de loisir ou une maison de paroisse dans un arrondissement de banlieue. A Paris, le Ministère des droits de la Femme a parsemé tous les métros de la ville de papillons annonçant la journée internationale des femmes ; quant aux lieux de manifestations, ce furent ni plus ni moins le Centre Georges-Pompidou, le Forum des Halles, le Théâtre des Champs-Élysées, le Théâtre de Paris et bien d'autres hauts lieux de la culture, mobilisés pour des spectacles, des conférences, des expositions et des débats. Le tout sous l'œil vigilant de Mme Yvette Roudy, ministre des droits de la Femme.

En prévision d'une loi

Il faut dire que le ministre a en ce moment un projet de loi sur le feu, auquel elle entend donner le plus large écho possible. Un projet concernant les discriminations sexistes dont les femmes sont l'objet dans les media est en effet à l'étude au Ministère, devant être par la suite débattu au Parlement. Par cette loi « antisexiste », Mme Yvette Roudy compte doter les femmes d'un outil législatif leur permettant de combattre le sexisme sous toutes ses formes, que celles-ci ressortent de la provocation à la discrimination ou à la violence, à l'injure ou à la diffamation. Par cette loi, les associations « se proposant, depuis cinq ans au moins, de lutter contre le sexisme », auront la possibilité de se porter partie civile devant les tribunaux dans tous les cas où elles jugeront que la dignité des femmes est atteinte à travers les images qu'on renvoie d'elles. Les auteurs de ces images discriminatoires ou avilissantes pour les femmes pourront encourir des sanctions pénales.

Ainsi, le sexisme, devenu « thème officiel », a été au centre de la semaine consacrée aux femmes à l'occasion du 8 mars.



Un vaste colloque s'est tenu à Beaubourg du 2 au 7 mars, où tour à tour la formation des filles, l'égalité des chances dans la vie professionnelle, la femme créatrice et le sexisme dans la culture ont été abordés.

Si les deux premiers thèmes se prêtaient davantage à l'élaboration de solutions concrètes, concernant spécifiquement la législation française du travail, les débats sur la place des femmes dans l'art et la culture pouvaient permettre — du moins nous l'espérons — des réflexions plus approfondies sur le rôle à venir des femmes dans la société. Une première rencontre abordait le thème de la femme créatrice ; la seconde portait sur le cinéma, et la troisième sur « l'atmosphère culturelle et le sexisme ».

On n'a rien sans rien : si l'officialité offre des moyens que la marginalité n'aura jamais, elle a aussi ses vices. Mme Yvette Roudy, pas du tout à cheval sur la hiérarchie et peu soucieuse de son image de marque de ministre inatteignable, s'est installée (avec son jean et sa canadienne à carreaux !) parmi les spectatrices pour écouter les débats. Mal lui en a pris. Après les exposés des représentantes des différents arts, la parole fut donnée à la salle... qui s'en empara deux fois sur trois pour s'adresser au ministre, celle-ci ne se comptant pourtant pas parmi les oratrices !

Tant pis pour ce qu'auraient eu à nous dire, au cours de ces trois après-midi, des femmes comme l'écrivain Flora Groult, la cinéaste Coline Serreau, l'actrice Delphine Seyrig, le peintre Nathalie Stern, l'historienne Françoise Basch et bien d'autres que nous aurions voulu questionner davantage. Il ne fut question que de subventions

particulières, d'« avances sur recettes » et d'aide à la production, celle au fond à droite se plaignant de n'avoir pas reçu ce qu'elle voulait pour son court métrage sur une crèche de Créteil, celle devant à gauche, actrice, pleurnichant parce qu'on lui avait refusé un rôle, celle de la rangée du milieu injuriant ces femmes qui avaient « réussi », et le ministre par la même occasion, au nom de celles qui avaient « refusé » la facilité et la gloire, etc.

Les pieds dans le plat

Comme quoi le féminisme accepte encore mal de se faire « récupérer » : sans être explicite, c'est clairement le malaise qui ressortait des rencontres de cette semaine consacrée aux femmes. Et le Ministère, malgré sa bonne volonté, a mis aussi du sien dans l'émergence de ce malaise. En introduction aux manifestations, Yvette Roudy a signifié le plus placidement du monde que « le 8 mars est devenu, depuis un an, une occasion nationale pour les femmes de se mobiliser, de faire le point sur leur situation et de préparer les étapes ultérieures de leur avancée vers l'égalité des chances ».

« Depuis un an ! » Comme si les femmes avaient attendu le parti socialiste, le ministère et le Centre Georges-Pompidou pour utiliser le 8 mars à ces fins !

Cette maladresse mise à part, les efforts déployés par Mme Yvette Roudy et son équipe ont permis de donner à la question féminine, l'espace d'une semaine, une audience rarement atteinte jusque-là. En

(Suite p. 18)